

ACTION URGENTE

NICARAGUA. PLUS DE 130 PERSONNES SONT MAINTENUES EN DÉTENTION

Plus d'un an et demi après le début de la crise au Nicaragua, au moins 130 personnes sont maintenues en détention, dont Maria Guadalupe Ruiz Briceño, 22 ans, une étudiante incarcérée après avoir participé à une manifestation en juillet 2019. Amnesty International appelle les autorités nicaraguayennes à libérer immédiatement toutes les personnes privées de liberté uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique, et à abandonner toutes les charges retenues contre elles.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

*Président du Nicaragua
Daniel Ortega Saavedra
Del cine González 1 c. al Sur,
sobre Avenida Bolivar,
Managua, Nicaragua
Twitter: @DenisCanciller*

Monsieur le Président de la République,

Je vous écris pour vous faire part de mon inquiétude face à la stratégie de persécution et de criminalisation qui perdure au Nicaragua. Plus d'un an et demi après le début de la crise, au moins 130 personnes sont maintenues en détention, dont Maria Guadalupe Ruiz Briceño, 22 ans, une étudiante arrêtée violemment par la police juste après avoir pris part à une manifestation, en juillet 2019.

Je vous prie instamment de libérer sans délai toutes les personnes privées de liberté uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique depuis le 18 avril 2018, et d'abandonner toutes les charges retenues contre elles, conformément aux normes internationales.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Le 18 avril 2018, après des années de déclin des institutions au Nicaragua, des manifestations ont éclaté après que le gouvernement eut tenté de mettre en place, sans consultation, une réforme impopulaire de la sécurité sociale. Ces manifestations ont été violemment réprimées. D'après la Commission interaméricaine des droits de l'homme, cette crise a entraîné la mort de 328 personnes et fait plus de 2 000 blessés. De plus, selon des chiffres émanant de la société civile, plus de 700 personnes ont été arrêtées. En outre, 300 professionnel.les de la santé ont été licenciés, et 144 étudiant.es ont été expulsés de l'Université autonome nationale du Nicaragua (UNAN). Quelque 80 000 Nicaraguayen.nes ont rejoint des pays voisins, dont 68 000 s'étaient réfugiés au Costa Rica en août 2019, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Plus de 100 journalistes et professionnel.les des médias ont dû s'exiler.

Le gouvernement n'a jusqu'ici pas respecté l'engagement, pris en mars 2019, de libérer toutes les personnes détenues uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique depuis le 18 avril 2018. Selon des informations émanant de l'Initiative nicaraguayenne de défenseures des droits humains et de l'Unité de défense juridique, Maria Guadalupe, 22 ans, a été violemment arrêtée le 13 juillet 2019 et les autorités n'ont pas dûment respecté les normes garantissant une procédure régulière.

Le 16 mai 2019, Eddy Montes, 57 ans, citoyen nicaraguayen et américain, a été abattu à la prison de La Modelo, à Managua. Cet homme et d'autres personnes blessées ont été arrêtés pour avoir pris part aux manifestations de 2018. Une loi d'amnistie a été approuvée par l'Assemblée nationale du Nicaragua le 8 juin 2019 et 56 personnes ont été libérées le 11 juin 2019.

Dans le rapport intitulé "*Instilling terror*", Amnesty International concluait que l'un des piliers de cette politique répressive était la criminalisation persistante des opposants par les autorités nicaraguayennes, qui qualifiaient de « terroriste » ou « putschiste » tout opposant, pour justifier leur propre violence. Depuis lors, la contestation s'est poursuivie pour faire changer les choses en profondeur. Plus d'un an et demi après le début de la répression des manifestations, Amnesty International reçoit toujours des informations faisant état d'arrestations arbitraires et d'actes de torture commis à l'encontre de personnes privées de liberté. Les organisations de la société civile dont l'enregistrement a été révoqué par le gouvernement, dont le Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH), ne peuvent toujours pas mener librement leurs activités dans le pays, et le harcèlement à l'encontre des journalistes et des personnes qui défendent les droits humains se poursuit. Les attaques contre la liberté d'expression et de réunion pacifique témoignent d'une stratégie permanente visant à faire taire les voix dissidentes.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : espagnol

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 29 NOVEMBRE 2019.

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

NOM ET PRONOM A UTILISER : Des personnes incarcérées plus d'un an et demi après le début de la crise (elles) ; María Guadalupe Ruiz Briceño (elle).

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr43/0953/2019/fr/>